



# **DECLARATION DE LA FSU AU CTA DU 25 JUIN 2020 ACADEMIE DE BORDEAUX**

La crise sanitaire a mis en lumière l'importance des inégalités sociales et territoriales ainsi que l'apport indispensable des services publics au bon fonctionnement de notre société, services qui doivent être placés en dehors des lois du marché. Si lors de ses quatre allocutions E. Macron a mis en avant l'idée de changement, il y a loin de la parole aux actes. Les premières mesures de l'exécutif se placent dans le droit fil des orientations libérales antérieures et que la crise sera même instrumentalisée pour permettre davantage de déréglementations.

Les réformes contestées avant le confinement refont surface. Ainsi les alertes du COR sur l'augmentation du déficit des retraites dû à la perte de recettes servent de prétexte au retour de la réforme paramétrique. Les exonérations sociales décidées par le gouvernement plombent les comptes de la Sécurité sociale, qui entend en faire payer le coût aux salarié·es et retraité·es. Les 500 milliards injectés dans l'économie s'accompagnent d'une injonction à travailler plus, le président de la République ayant écarté toute possibilité de contribution demandée aux plus aisés. Maintenant les mesures prises dans les premiers décrets s'attaquent au droit du travail. Quant à la réforme de l'assurance chômage, le gouvernement entend la maintenir alors que les pertes d'emploi vont se multiplier et qu'on devrait renforcer les droits plutôt que les diminuer, notamment pour les jeunes qui risquent d'être particulièrement touché·es par les effets de la crise économique consécutive à la pandémie.

Les fonctionnaires sont absent·es du discours du président, sans doute ne participent-ils pas à la création de richesse aux yeux des libéraux ! Mais si leur rôle essentiel pendant le confinement est passé à la trappe, le secrétaire d'État n'a pas oublié la volonté de détruire les fondements d'une Fonction Publique citoyenne et a repris très vite les dispositions visant à saper le statut d'agent public. La mise en œuvre dès cette année, de la suppression des CAP et instances traitant de la gestion des personnels s'est traduite par un grand nombre d'erreurs, des collègue·s laissé·es seul·es face à l'administration et, en dépit d'un important travail des élu·es de la FSU, l'absence généralisée de transparence, remplacée par un dialogue social de façade y compris dans notre académie. La fusion prévue des instances CT et CHSCT va aboutir à une diminution des moyens accordés à ces derniers alors qu'ils ont fait la preuve de leur nécessité en particulier pendant la pandémie.

Quant à l'Éducation, le ministre s'est illustré par sa gestion calamiteuse de la crise, laissant les personnels se débrouiller seuls entre injonctions contradictoires et manque de préparation tandis qu'il s'auto-célébrait (« nous sommes prêts ») et jouait la carte

de l'opinion contre les personnels. Le manque de soutien à la profession en proie à une campagne odieuse de dénigrement en constitue le dernier avatar. L'annonce d'une nouvelle phase de la reprise le 22 juin s'est à nouveau faite sans tenir compte des impératifs d'organisation pratique et pédagogique, mettant encore une fois les équipes sous tension et laissant courir le risque de dissensions avec les familles.

Dans le 1<sup>er</sup> degré, les équipes des écoles ont été abandonnées par l'administration et se sont retrouvées sous la pression directe des collectivités locales. Cet épisode de territorialisation à peine larvé augure mal des conséquences du projet de loi sur la direction d'école qui va être examiné cette semaine à l'assemblée nationale : la personne assurant la mission de direction se retrouvera seule face à des enjeux de pouvoir, isolée de ses collègues du fait de son nouvel emploi fonctionnel.

Quelle marque de mépris à l'égard des personnels ! Ignorant la demande légitime de moyens matériels, humains et de décharges supplémentaires plébiscités par les enseignants depuis plusieurs années, ce projet de loi veut imposer un maillon hiérarchique investi de nouvelles missions au sein de l'école, alors même que cette disposition continue d'être très majoritairement rejetée par la profession !

Quant aux créations de postes pendant le confinement, nous tenons à rappeler que cette dotation exceptionnelle a servi surtout à éviter les nombreuses fermetures en milieu rural qui se profilaient et le mécontentement qui en aurait résulté, mais n'a en aucun cas permis de recréer de postes de soutien aux élèves en difficulté et de reconstituer des RASED complets qui ne pourront donc pas accueillir décemment les élèves parfois décrocheurs, souvent inquiets, nécessitant dans tous les cas une attention et une prise en charge particulière lors de leur retour à l'école. Pour permettre à l'ensemble des élèves de retrouver leurs repères, le ministre roi des studios et des plateaux ne semble avoir trouvé d'autres solutions que la passation d'évaluations massives sur tous les niveaux de classe à la rentrée : quel cynisme et quelle provocation à l'égard de la communauté éducative !

Les remontées des différents Lycées professionnels vont toutes dans le même sens : le taux de décrochage pendant la crise sanitaire est très élevé. La FSU plaide pour la mise en place des dispositifs spécifiques à la rentrée pour redonner confiance aux élèves et leur permettre la suite d'une scolarité normale.

Des témoignages des collègues de l'enseignement professionnel indiquent que des établissements réservent des places pour les apprenti-es avant même l'affectation des élèves. Une telle politique ne résoudra pas le problème actuel de l'apprentissage qui bénéficie des dispositifs spécifiques et encore de plus de moyens financiers après les annonces du gouvernement du 4 juin 2020, par contre elle aura des graves conséquences sur la voie scolaire où les conditions de travail des enseignants ne cessent de se dégrader.

Profiter d'une période de crise, pour avancer sans concertation sur un projet d'École par l'intermédiaire du dispositif « 2S2C » constitue une véritable attaque de l'École Républicaine.

L'EPS, le sport scolaire et les arts se trouvent à nouveau sur les rangs des premières cibles, avec un projet recyclé que la profession a toujours rejeté et une volonté d'externaliser ces enseignements. Chaque fois qu'un tel dispositif a été mis en avant, cela a toujours été pour réduire les enseignements scolaires, notamment en EPS, au profit d'offres extra-scolaires à la charge des collectivités et des familles. La FSU dénonce l'utilisation du 2S2C pour tenter d'externaliser les disciplines qui ne feraient pas partie des soi-disant « fondamentaux », pour servir les intérêts d'une école du socle où l'accès à une culture commune pour tous les élèves est relégué au dernier plan. La FSU dénonce également la confusion construite volontairement pour entretenir le flou entre le temps scolaire et le temps « à côté » de l'école. Ce point demande à être clarifié : s'agit-il d'un dispositif ponctuel limité à la période transitoire du déconfinement ou un choix d'école s'inscrivant dans la durée avec toutes les inégalités territoriales et sociales qu'il comporte ?

Les choix politiques faits ces dernières années en matière éducative ont permis de rendre inévitable, de par les modifications de structure, des suppressions de postes. La FSU considère le 2S2C comme un nouveau dispositif destiné à réaliser des économies d'échelle. Comment ne pas s'insurger, lorsque l'on sait qu'alors que plus d'une centaine de postes d'enseignant-es seront supprimés à la rentrée 2020 pour plus de 22 000 élèves, le ministère participera à hauteur de 250 millions d'euros au financement de ce 2S2C. La FSU considère que ces choix sont un véritable déni du niveau de qualification des enseignant-es d'EPS, d'arts plastiques, de musiques, d'histoire-géographie pour l'enseignement civique, recruté-es à haut niveau, de leur professionnalité ainsi qu'un profond mépris pour leur expertise et leur compétence.

La FSU construira avec la profession, les mobilisations nécessaires pour que tous les enseignements restent de la responsabilité de l'Éducation nationale et soient encadrés par des fonctionnaires d'État formé-es et recruté-es pour cela. La FSU porte d'autres exigences pour combattre les inégalités et pour que l'École de demain, notamment grâce à l'EPS et les arts, soit au service de la démocratisation et de l'émancipation de tous les jeunes.

Le rapport de la cour des comptes sur les personnels de santé est à charge et prône la transformation de la Mission de promotion de la santé à l'École en un « service de santé scolaire » connu il y a 50 ans et abandonné depuis longtemps. Cette institution, qui a la prétention d'avoir une vision globale des problématiques de la politique éducative sociale et de santé du MENJ, ne connaît et ne reconnaît pas l'ensemble du champ de la promotion de la santé à l'École, ni son objectif.

Partisane, elle occulte totalement les missions des infirmier.es de l'Éducation nationale et occulte 18 millions de consultations dans les infirmeries ! La réussite scolaire de tous-tes les élèves, objectif ambitieux de l'École et des infirmier.es de l'Éducation nationale, des AS et psychologues, est reléguée au profit d'une politique sanitaire descendante menée par des expert.es en santé, en périphérie de l'École.

Enfermés dans une vision médico-centrée, les rapporteurs ne tiennent pas compte de la spécificité de ces métiers dans leur contribution à lutter contre les inégalités sociales et de santé. Pourquoi un tel acharnement ? Les raisons se trouveraient dans une nouvelle tentative d'externalisation et de décentralisation de ces personnels vers les départements, préconisé par le 1er ministre aux préfets en janvier : l'Etat pourrait ainsi transférer 20 000 agents publics d'un coup ! Les personnels n'accepteront pas cette nouvelle dégradation du service public !

Le ministre instrumentalise la crise pour faire avancer son projet d'école, un projet fondé sur des principes d'individualisation, de sélection, d'externalisation de certaines missions ou enseignements, le développement du numérique au détriment de l'enseignement en présentiel.

Le lien social fragilisé pendant le confinement et l'aggravation des inégalités exigent un renforcement du service public d'éducation. Or, les seules réponses proposées consistent à développer des dispositifs périphériques incapables de répondre à ces enjeux (vacances apprenantes, 2S2C, renforcement de Devoirs Faits, promotion du numérique éducatif). Dans l'immédiat, la FSU demande des moyens supplémentaires, des possibilités de groupes, des équipes pluri-professionnelles, un aménagement des programmes et des réformes ; à moyen terme un plan de programmation des emplois et des recrutements, une autre réforme du collège, des lycées et du baccalauréat.

La FSU appelle les personnels à participer aux actions de soutien aux soignants, aux manifestations contre le racisme et les violences policières et à poursuivre le travail au long cours déjà engagé sur ces questions.